



Assemblée des États Parties

Distr. générale
12 décembre 2002
Français
Original: anglais

Première session (première et deuxième reprises)

New York

3-7 février 2003

21-23 avril 2003

Élection des juges de la Cour pénale internationale (*suite*)

Note du Secrétariat*

Additif

Annexe 1

Liste alphabétique des candidats (avec les déclarations relatives aux qualifications)

Table des matières

<i>Nom et État de nationalité*</i>	<i>Page</i>
1. Blattmann, René (Bolivie)	3
2. Boggiano, Antonio (Argentine)	9
3. Bossuyt, Marc (Belgique)	24
4. Capo-Chichi, Kocou Arsène (Bénin)	41
5. Clark, Maureen Harding (Irlande)	46
6. Diaconu, Ion (Roumanie)	51
7. Diarra, Fatoumata Dembélé (Mali)	57
8. Enkhsaikhan, Jargalsaikhany (Mongolie)	64
9. Fulford, Adrian (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	74
10. Giannidis, Ioannis (Grèce)	78
11. Gochev, Dimitar (Bulgarie)	83

* Sauf indication contraire, également l'État présentant la candidature.



12.	Heng Vong, Bunchhat (Cambodge)	87
13.	Hudson-Phillips, Karl Terrence (Trinité-et-Tobago)	92
14.	Jorda, Claude (France)	97
15.	Josipović, Ivo (Croatie)	103
16.	Karibi-Whyte, Adolphus G. (Nigéria)	113
17.	Kárpáti, Hajnalka (Hongrie)	120
18.	Katuala Kaba Kashala, Joseph-Médard (République démocratique du Congo)	123
19.	Kaul, Hans-Peter (Allemagne)	128
20.	Kirsch, Philippe (Canada)	135
21.	Kourula, Erkki (Finlande)	143
22.	Kuenyehia, Akua (Ghana)	149
23.	Lugakingira, Kamugumya Simon Kahwa (République-Unie de Tanzanie)	162
24.	MacLean Ugarteche, Roberto (Pérou)	165
25.	Ndir, Doudou (Sénégal)	177
26.	Nieto Navia, Rafael (Colombie)	181
27.	Nsereko, Daniel David Ntanda (Ouganda)	189
28.	Odio Benito, Elizabeth (Costa Rica)*	202
29.	Ott, Barbara Liliane (Suisse)	209
30.	Pikis, Georghios M. (Chypre)	213
31.	Pillay, Navanethem (Afrique du Sud)	218
32.	Politi, Mauro (Italie)	224
33.	Rodrigues, Almiro (Portugal)	231
34.	Rodríguez-Cedeño, Víctor (Venezuela)	238
35.	Sissoko, Mory Ousmane (Niger)	243
36.	Slade, Tuiloma Neroni (Samoa)	246
37.	Sock, Raymond C. (Gambie)	251
38.	Song, Sang-hyun (République de Corée)	260
39.	Steiner, Sylvia Helena de Figueiredo (Brésil)	266
40.	Tuivaga, Timoci Uluiburotu (Fidji)	271
41.	Ušacka, Anita (Lettonie)	278
42.	Yáñez-Barnuevo, Juan Antonio (Espagne)	285
43.	Zielińska, Eleonora (Pologne)	291
44.	Zupančič, Boštjan (Slovénie)	299

* Candidature présentée par le Panama.

1. Blattmann, René (Bolivie)

[Original : anglais, espagnol et français]

Note verbale

La Mission permanente de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'Organisation et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement bolivien a décidé de présenter la candidature de M. René Blattmann à l'élection au poste de juge à la Cour pénale internationale au titre de la liste B, qui aura lieu pendant l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome prévue du 3 au 7 février 2003 à New York.

...

M. René Blattmann est un éminent juriste qui a une vaste expérience et une profonde connaissance du droit international. Activement engagé dans le domaine du droit international humanitaire et des droits de l'homme, il a enseigné le droit pénal et le droit international et a été Ministre de la justice et des droits de l'homme.

...

Déclaration relative aux qualifications du candidat

Le Gouvernement bolivien a décidé de présenter la candidature de M. René Blattmann à l'élection des juges à la Cour pénale internationale.

M. Blattmann remplit les conditions établies par la législation bolivienne pour assumer les plus hautes fonctions dans le système judiciaire bolivien.

La candidature de M. Blattmann est présentée au titre de la liste B, aux fins du paragraphe 5 de l'article 36 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

M. René Blattmann est un prestigieux juriste bolivien, internationalement connu, qui a une grande expérience en droit international, en droit pénal et en matière de droits de l'homme. Le titre de docteur *honoris causa* lui a été décerné par l'Université de Bâle (Suisse). Il a aussi reçu plusieurs distinctions honorifiques nationales et internationales pour ses importantes contributions au développement des lois boliviennes, sa lutte pour le respect des droits de l'homme et ses efforts pour moderniser l'administration de la justice.

Le curriculum vitae de M. René Blattmann montre une vaste expérience dans le domaine théorique et universitaire ainsi que dans le domaine technique et professionnel.

1. Domaine universitaire

Professeur de droit pénal et droit international public dans des universités boliviennes privées et publiques.

2. Fonctions publiques occupées en Bolivie

Ministre de la justice et des droits de l'homme, M. Blattmann a oeuvré principalement pour accomplir les buts du Ministère, à savoir :

- a) Promouvoir la systématisation et mise à jour du système juridique bolivien;
- b) Mettre en oeuvre la politique nationale de défense, de protection et de promotion des droits de l'homme;
- c) Administrer le système national de défense publique;
- d) Coordonner les activités avec le pouvoir judiciaire, le ministère public et le Médiateur;
- e) Suivre et soutenir le processus légal du pouvoir exécutif.

Pendant son mandat comme Ministre, la Défense nationale rurale mobile a été créée et des bureaux des droits de l'homme ont été établis dans des régions en conflit, particulièrement dans des régions autochtones.

3. Fonctions internationales exercées dans le système des Nations Unies

Chef du domaine des droits de l'homme de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala. M. Blattmann était chargé de vérifier l'application de l'accord général sur les droits de l'homme, conclu au titre des accords de paix.

4. Expérience juridique

Avocat dans le système juridique bolivien depuis 1973.

5. Distinctions internationales

M. Blattmann a reçu de nombreuses distinctions internationales pour son travail sur les droits de l'homme, parmi lesquelles :

- Le prix international Carl Bertelsmann 2001, décerné par la Fondation Carl Bertelsmann (Allemagne) en 2001.
- Le titre de docteur *honoris causa* de l'Université de Bâle (Suisse) en 1998.
- La reconnaissance de la Commission andine des juristes pour ses activités en faveur de la démocratie et la promotion des droits de l'homme, en 1996.
- Le prix de l'Amérique latine des droits de l'homme « Monseigneur Leonidas Proaño », décerné par l'Association latino-américaine des droits de l'homme (ALDHU) en 1995.
- Le prix international « Robert G. Storey 1995, International Award of Leadership », décerné par la Southwestern Legal Foundation de l'Université du Texas, Dallas (États-Unis d'Amérique), en 1995.
- La médaille « Diosa Temis », décernée par la Fondation nationale des forums et études interdisciplinaires de la Colombie, en 1995.
- Le titre de membre honoraire de l'Association des experts du droit pénal à Bogota et à Cundinamarca (Colombie), en 1995.

6. Distinctions nationales

- Blason des services spéciaux, conféré par la municipalité de La Paz, en 2000.
- Distinction de la Chambre nationale de commerce, pour sa contribution à la justice et au droit, en 1997.
- Distinction de la Cour supérieure de justice du Département de Santa Cruz, pour son travail de modernisation du système juridique bolivien, en 1997.
- Distinction de la Cour supérieure de justice du Département de Tarija, pour sa grande contribution à la justice en Bolivie, en 1997.
- Diplôme d'honneur de l'Association des journalistes de La Paz, pour sa contribution positive à la modernisation des lois, en 1996.
- Emblème d'or de la Police nationale bolivienne, en 1995.

7. Langues

Espagnol (langue maternelle), allemand, anglais et français.

L'aide-mémoire et le curriculum vitae font apparaître la large expérience de M. Blattmann dans les domaines des droits de l'homme, de la pratique du droit pénal, des activités universitaires et de la fonction publique comme Ministre de la justice ainsi que son engagement à servir l'Organisation des Nations Unies, et démontrent sa capacité à exercer les fonctions de juge à la Cour pénale internationale.

* * *

Date de naissance : 28 janvier 1948.

Langues : Espagnol (langue maternelle), allemand, anglais et français.

Études universitaires

Diplôme du Centre de droit international comparé – Académie de droit américain et international, The Southwestern Legal Foundation, Dallas, Texas (États-Unis d'Amérique), 1980;

Avocat, Université bolivienne, Conseil national de l'enseignement supérieur, La Paz, 1973;

Diplôme de droit comparé, Association internationale de droit comparé, faculté internationale pour l'enseignement du droit comparé, 1972 :

Premier cycle, Strasbourg (France);

Deuxième cycle, Pescara (Italie).

Licence en droit (*Iuris Utriusque Licentiatum*), Université de Bâle, faculté de droit, Bâle (Suisse), 1972.

Carrière universitaire

Université catholique bolivienne, La Paz, 1993-1994, professeur de droit pénal, faculté de droit.

Université publique « San Andrés », La Paz, 1973-1994 :

Professeur de droit pénal;

Professeur à l'Institut de recherches en sciences sociales;

Délégué à la Conférence sur le droit pénal, organisée sous les auspices de l'Université du Chili (Président de la Commission), Valparaiso (Chili);

Professeur à l'Institut des études internationales;

Secrétaire général;

Directeur intérimaire de l'Institut des études internationales.

Activités professionnelles

Directeur de la Commission andine des juristes, 1997-2002;

Président de la Fondation Démocratie, justice et solidarité « DEJUSOL », 2001;

Chef du secteur des droits de l'homme et de la justice, Mission de vérification des droits de l'homme des Nations Unies au Guatemala, 1998-2000;

Ministre de la justice de la Bolivie (Ministère composé des Vice-Ministères de la justice et des droits de l'homme), chargé de la politique nationale pour la défense, la promotion et la protection des droits de l'homme, 1994-1997;

Avocat en exercice. Bureau des avocats indépendants, spécialisé dans le droit pénal et la pratique générale du droit, 1975-1993;

Conférences internationales sur diverses questions concernant les droits de l'homme et la justice (Allemagne, Argentine, Bolivie, Chili, Équateur, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Haïti, Japon, Pays-Bas et Pérou).

Affiliations

Ordre des avocats de La Paz;

Ordre national des avocats de la Bolivie;

Commission andine des juristes, 1996;

Membre honoraire à vie de la Wilshire Bar Association, Los Angeles (États-Unis d'Amérique), 1977.

Distinctions et prix

Sur le plan international

2001 Prix international Carl Bertelsmann 2001, décerné par la Fondation Carl Bertelsmann d'Allemagne, après une sélection entre ressortissants de 39 pays, pour sa contribution exceptionnelle au développement de l'état de droit, ainsi que pour ses efforts en vue de promouvoir la participation civile et la transformation réussie des systèmes politiques et le processus de développement.

1998 Docteur *honoris causa* de l'Université de Bâle (Suisse), en reconnaissance de ses constants efforts à rédiger et mettre en oeuvre les

réformes juridiques en Bolivie et son engagement permanent pour la défense des droits de l'homme.

- 1996 Distinction de la Commission andine des juristes pour la défense de la démocratie et la promotion des droits de l'homme.
- 1995 Prix de l'Amérique latine des droits de l'homme « Monseigneur Leonidas Proaño », décerné par l'Association latino-américaine des droits de l'homme pour sa contribution à la cause de la paix, de la justice et des droits de l'homme.
- 1995 Médaille « Diosa Temis », conférée par la Fondation nationale des forums et des études interdisciplinaires de la Colombie, pour son engagement en faveur de la justice et le droit.
- 1995 Membre honoraire de l'Association des experts du droit pénal à Bogota et à Cundinamarca (Colombie).
- 1995 Prix international « Robert G. Storey 1995 International Award of Leadership », décerné par la Southwestern Legal Foundation de l'Université de Texas à Dallas (États-Unis d'Amérique).

Sur le plan national

- 2000 Distinction avec le Blason des services spéciaux, conférée par la municipalité de La Paz.
- 1997 Distinction de la Chambre nationale de commerce, pour sa contribution à la justice et au droit.
- 1997 Distinction de la Cour supérieure de justice du Département de Santa Cruz, pour son travail de modernisation du système juridique bolivien.
- 1997 Distinction de la Cour supérieure de justice du Département de Tarija, pour sa grande contribution à la justice en Bolivie.
- 1996 Diplôme d'honneur de l'Association des journalistes de La Paz, pour sa contribution positive à la modernisation des lois.
- 1995 Distinction avec l'« Emblème d'or » de la Police nationale bolivienne.

Réformes principales de l'ordre juridique accomplies en qualité de Ministre de la justice de la Bolivie dans le domaine des droits de l'homme

Loi portant abolition des peines de prison et de contrainte corporelle pour des dettes patrimoniales, 1994.

Loi de dispense pour les mineurs et les personnes âgées, 1995.

Loi sur la liberté sous caution contre le retardement de l'application de la justice pénale, 1996.

Exécution du Programme national de défense publique par la mise en place de bureaux sur tout le territoire bolivien et d'une défense publique rurale mobile.

Inauguration du premier bureau pour les droits de l'homme à Chimoré, Chapare. Une branche du pouvoir exécutif a été créée pour la défense et la promotion des droits de l'homme dans les régions autochtones en conflits.

Réformes du Code pénal concernant les règles de droit, les garanties constitutionnelles, l'impunité du crime organisé, le renforcement de la sécurité des citoyens et le combat contre la corruption, 1997.

Projet de code de procédure pénale, visant les droits de l'homme, les garanties à la personne humaine, l'introduction du système de poursuite orale et la reconnaissance de la justice communautaire autochtone, projet présenté et ultérieurement approuvé par le Congrès bolivien.

Projets de loi pour la création d'une cour constitutionnelle, d'un conseil judiciaire et du médiateur, présentés et ultérieurement approuvés par le Congrès bolivien.

2. Boggiano, Antonio (Argentine)

[Original : espagnol]

Note verbale

La Mission permanente de la République argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau des affaires juridiques de l'Organisation et a le plaisir de présenter la candidature de M. Antonio Boggiano à l'élection au poste de juge à la Cour pénale internationale qui aura lieu pendant l'Assemblée des États Parties qui se tiendra à partir du 3 février 2003.

La candidature de M. Boggiano, actuellement juge à la Cour suprême, est présentée conformément aux dispositions du paragraphe 4 a) i) de l'article 36 du Statut de Rome car il siège à l'heure actuelle à la plus haute cour du pays, ayant été nommé à cette charge selon la procédure prévue par la Constitution argentine.

Le candidat remplit les conditions requises pour figurer sur les deux listes. M. Boggiano est un spécialiste émérite du droit international privé et public. Il jouit également d'une vaste expérience en matière de droit pénal international et a eu une longue carrière universitaire; il a enseigné le droit international privé, discipline qui, en Argentine, englobe les questions de droit pénal international.

La candidature de M. Boggiano est présentée au titre de la liste B.

...

Déclaration relative aux qualifications du candidat

Date de naissance : 21 octobre 1946.

Langues

Anglais, français, espagnol et italien; lit l'allemand.

Titres universitaires

Avocat. Titre décerné par la faculté des sciences juridiques de l'Université d'El Salvador le 29 octobre 1971. Études terminées le 1er juin 1971.

Docteur en sciences juridiques. Titre décerné par l'Université catholique argentine « Santa María de Buenos Aires » le 29 août 1980. Thèse soutenue le 5 décembre 1979 sur le concept du droit international privé et son application dans certaines institutions civiles et commerciales. Le jury de thèse était composé des professeurs Werner Goldschmidt, Jorge Joaquín Llambías et Jaime Luis Anaya. Thèse dirigée par Germán J. Bidart Campos. Mention : *Suma cum laude*.

La thèse a été publiée sous le titre « Del Viejo al Nuevo Derecho Internacional Privado. Mediante la cooperación de las organizaciones internacionales », Buenos Aires, éd. Depalma, 1981.

Oeuvres publiées

Droit international privé

La doble nacionalidad en Derecho Internacional Privado. Buenos Aires, Depalma, 1973.

Derecho Internacional Privado, 1re éd., Buenos Aires 1978; 2e éd., 2 ts Buenos Aires, 1983; suplemento y apéndice a la 2a edición., 3 ts, Buenos Aires, 1988; 3e éd.; Abeledo-Perrot, Buenos Aires, 1992; 4e éd., 3 ts, Buenos Aires, 2000; 4e tome sur <www.lexisnexis.com.ar>.

Del viejo al nuevo Derecho Internacional Privado. Mediante la cooperación de las organizaciones internacionales. Buenos Aires, 1981.

Sociedades y grupos multinacionales. Buenos Aires, 1985.

El Divorcio en la Corte. Buenos Aires, 1987.

Obligaciones en Moneda Extranjera. Buenos Aires, 1987; 2e éd. 1991.

Contratos Internacionales. Buenos Aires, Depalma, 1990; 2e éd., Buenos Aires, 1995.

International Standard Contracts. The Price of Fairness. Dordrecht, Boston, Londres, 1991.

Por qué una Teoría del Derecho. Introducción a un Derecho Constitucional. Buenos Aires, 1992.

La Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado en Latinoamérica/The Hague Conference on Private International Law in Latin America. Buenos Aires, 1993.

Relaciones Judiciales Internacionales/International Judicial Relations. Buenos Aires, 1993.

Curso de Derecho Internacional Privado. Derecho de las Relaciones Privadas Internacionales; 1re éd., Buenos Aires, 1993; 2e éd., Buenos Aires, 2000; 3e éd., Buenos Aires, 2001.

Droit international public

Introducción al Derecho internacional. Relaciones exteriores de los Ordenamientos Jurídicos. Buenos Aires, 1995.

Teoría del Derecho Internacional. Las Relaciones entre los Ordenamientos Jurídicos. "Ius Inter Iura". Buenos Aires, 1996.

Derecho Internacional y Derecho de las Relaciones entre los Ordenamientos Jurídicos. Ius Inter Iura. Buenos Aires, 1997.

Derecho Internacional Público y Privado del Mercosur en la Jurisprudencia de la Corte Suprema de la Nación Argentina. Buenos Aires, 3 tomes, 1998.

Derecho Internacional AD 2000. La Ley, Buenos Aires, 2000.

Derecho Internacional. Derecho de las Relaciones entre los Ordenamientos Jurídicos y Derechos Humanos. La Ley, Buenos Aires, 2001.

Contributions à des oeuvres publiées

La doble nacionalidad en Derecho Internacional Privado, Buenos Aires, Depalma, 1973; commentaire Lisbonne, *Revue internationale de droit comparé*, 1974, No 4, p. 904; Jochen, *RabelsZ* 41, 1997, No 2, p. 429.

Derecho Internacional Privado, 1re éd., Buenos Aires, 1978; commentaire de Greño Velasco, L.L., 1979-A, p. 885; Lisbonne, *Revue internationale de droit comparé*, 1981, No 1, p. 198 et suiv.; Batiffol, *Revue critique de droit international privé*, 1980, p. 213 et suiv.; Jayme, *RabelsZ* 48 1984, p. 606 et suiv.; 2e éd., 2 ts, 1983; commentaires de Batiffol, *Revue critique de droit international privé*, 1985, No 2, p. 423; Giuliano, *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1985, année XXI, No 4, p. 927; Guastavino, L.L. 1986-D p. 1036; Mitre, *La Nación*, 23 octobre 1988; 3e éd., 3 ts, 1991, commentaire de Ancel, *Revue critique de droit international privé*, 1995, No 1; Pocar, *Rivista di diritto internazionale privato e processuale*, 1995; Jayme, *RabelsZ* 61 1997, p. 581; 4e éd., 3 ts, 2000.

Curso de Derecho Internacional Privado, éd. Abeledo-Perrot, Buenos Aires, 1993. Commentaire de Perugini. L.L., 1995-C, 1395-1396.

Sociedades y grupos multinacionales, Buenos Aires, 1985; commentaire de Malbrán, *La Prensa*, 3 août 1986.

Por qué una Teoría del Derecho. Introducción a un Derecho Constitucional, Buenos Aires, 1992; commentaire de J. Cueto Rua, J. A., 1993-III, p. 951.

International Standard Contracts. The Price of Fairness, Dordrecht, Boston, Londres, 1991, commentaire de G. B., *Annuaire français de droit international*, 1990, p. 1156.

Introducción al Derecho internacional, Relaciones exteriores de los Ordenamientos Jurídicos, Buenos Aires 1995; commentaire de J. Oyhanarte, La Visión Universalista de la Corte Suprema, *La Nación*, 25 juin 1995, et L.L., 1995-D, 1606 p.; R. Hofmann, *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, 1995, p. 1246; *Annuaire français de droit international*, 1995, p. 979.

Teoría del Derecho Internacional. Las Relaciones entre los Ordenamientos. « Ius Inter Iura », Buenos Aires; 1996; comentario C. M. Muñiz, Original Análisis, *La Nación*, 24 novembre 1996.

Derecho Internacional y Derecho de las Relaciones entre los Ordenamientos Jurídicos. Ius Inter Iura, Buenos Aires, 1997; commentaire de G. Badeni, Marco Jurídico del Mundo – Nuevos desafíos para la integración de los Estados, *La Nación*, 19 avril 1998; 2e éd., 2000.

Derecho Internacional AD 2000, La Ley, Buenos Aires, 2000; commentaire de Malbrán, Legalidad sin fronteras, *La Nación*, 9 août 2000.

El Divorcio en la Corte. Constitucionalidad del matrimonio indisoluble, éd. Depalma, Buenos Aires, 1987. Commentaire de Bosca, L.L., 1987-C, 1007.

Nuevo régimen de matrimonio civil, éd. Abeledo-Perrot, Buenos Aires, 1989. Commentaire de Omar U. Barbero, L.L., 1990-D, p. 1320.

Obligaciones en moneda extranjera. Estudios de derecho privado comparado y derecho internacional privado, éd. Depalma, Buenos Aires, 1987; commentaire de Vidal Taquini, L.L., 1989-E, 1329; Etchebarne Bullrich, L.L., 1991-E, 1579.

Artículos publiés

Problemas de Derecho Internacional Privado, *Jurisprudencia Argentina*, 8-1970, p. 101 à 109.

Jurisdicción internacional y competencia interna, *Jurisprudencia Argentina*, 11-971, p. 195 à 201.

Efectos en la República de las convenciones matrimoniales celebradas en el extranjero, *Doctrina Jurídica*, La Plata, 17 septembre 1971.

Derecho extraterritorial de quiebras, *Jurisprudencia Argentina*, 12-971, p. 217 à 223.

Calificación de la herencia en el Derecho Internacional Privado. Más allá de la antinomia unidad-pluralidad sucesoria, *Jurisprudencia Argentina*, 12-1971, p. 592 à 601.

Invalidez e ineficacia de matrimonios extranjeros. Ámbito espacial del Derecho Internacional Privado matrimonial argentino, *Jurisprudencia Argentina*, 14-1972, p. 219 à 231.

Oferta y aceptación en los contratos internacionales, *Jurisprudencia Argentina*, 14-1972, p. 420 à 429.

El acto administrativo extranjero, *Jurisprudencia Argentina – Doctrina*, 1973, p. 485 à 493.

Las obligaciones en moneda extranjera ante el Derecho Internacional Privado, *Jurisprudencia Argentina – Doctrina*, 1973, p. 349 à 357.

Teoría de la Justicia, *Doctrina Jurídica*, La Plata, 1er juin 1973.

Conflictos de jurisdicción internacional ante la Corte Suprema de Justicia de la Nación, *El Derecho*, 62-619 à 628.

Invalidez de los matrimonios celebrados en el extranjero, *Jurisprudencia Argentina – Doctrina*, 1974, p. 202 à 217.

Nulidad incierta del matrimonio extranjero por impedimento de ligamen, *Jurisprudencia Argentina – Doctrina*, 1974, p. 759 à 766.

Nuevas perspectivas en el derecho sucesorio internacional, Más allá de la unidad o pluralidad sucesoria a través del reenvió, *Jurisprudencia Argentina* t. 27-1975, p. 466 à 476.

Nuevo panorama del Derecho Internacional Privado Argentino, *El Derecho*, p. 66-767 à 789.

Jurisdicción argentina y Derecho aplicable en controversias multinacionales, *Jurisprudencia Argentina*, 1976-II, p. 641 à 654.

El Derecho Internacional Privado de las Sociedades Comerciales, *El Derecho*, p. 68-847 à 861 et 74-737 à 749.

Contratos Internacionales. VI *Jornadas de Derecho Civil*, Santa Fe, 1977. Président de la Commission des contrats internationaux.

Aspectos internacionales de las Reformas al Código Procesal Civil y Comercial de la Nación (primera parte), *El Derecho*, p. 90-879 à 887.

Historia y Sistema del Derecho Internacional Privado, *El Derecho*, p. 90-889 à 903.

La Convención de las Naciones Unidas sobre los Contratos de Compraventa Internacional de Mercaderías en el ámbito del Derecho Internacional Privado Argentino, *Revista de Derecho Comercial y de las Obligaciones*, 13 juin 1980, No 75, p. 355 à 391.

El Derecho Internacional Privado actual a la luz del iusnaturalismo clásico, *Prudentia Juris, Revista de la Facultad de Derecho y Ciencias Políticas de la Pontificia Universidad Católica Argentina Santa María de los Buenos Aires*, août 1980, p. 101 à 140.

Hacia un derecho del comercio internacional, *La Prensa*, 17 mars 1982.

International Contracts in Argentina, *Rabels Zeitschrift für ausländisches internationales Privatrecht*, 47 Jahrgang 1983, Heft 3, p. 431 à 477.

Jurisdicción Internacional sobre sociedades constituidas en el extranjero, *El Derecho*, t. 111, p. 969 à 980.

Contratos Internacionales de Colaboración Empresaria, *El Derecho*, t. 113, p. 765 à 768.

Lugar de pago de las obligaciones internacionales en moneda extranjera, *Revista de Derecho Comercial y de las Obligaciones*, 1985, Nos 103 et 104, p. 29 à 62.

Nuevas perspectivas en la solución pacífica de las controversias internacionales, *La Ley*, t. 1986-C-969 à 972.